Décolonisation de la Palestine

par **Ginette-Hess Skandrani**
La Pierre et l'Olivier

La Palestine reste aujourd'hui, en ce début de troisième millénaire, un des derniers avatars du colonialisme. Actuellement les mouvements anti-globalisation ou communément appelé alter-mondialisation, lancent également des appels contre la guerre et appellent à la justice en Palestine. Ce qui déjà est une ouverture vers les mouvements de libération du Moyen- Orient. Mais, comment parler de justice en Palestine sans exiger la décolonisation globale et totale de la terre de la Palestine ancestrale.
Le siècle passé a été celui qui a vu naître les mouvements revendiquant l'autonomie des peuples, mouvements souvent imparfaits, souvent récupérés et manipulés, mais ayant le mérite d'exister.
Au moment où, après la deuxième guerre mondiale, semblaient se dessiner les grandes lignes accordant une forme de reconnaissance des peuples, les Palestiniens ont subi la spoliation de leur terre, sous prétexte qu'il fallait caser les juifs qui avaient échappé aux camps nazis, sur cette terre arabe, en oubliant de signaler que cette terre n'était pas vide de population. Les autochtones étaient bien les descendants de ces peuplades qui au fil des siècles avaient peuplé la Palestine et gardé la terre sous leurs pieds.
La partition de la Palestine, votée par la jeune ONU, le 27 novembre 1947 par 13 voix pour, 10 contre et 13 abstentions, a été chèrement payée par toutes les populations du Moyen-Orient. La résolution 181 était une erreur, il faut oser le reconnaître.
Six guerres plus tard, des centaines de milliers de morts, des milliers de déportés, des milliers de massacres, des centaines de villages détruits, des milliers de réfugiés errant depuis plus d'un demi-siècle, les Palestiniens sont toujours là, résistent toujours avec le peu de moyens dont ils disposent.
Ils sont aussi devenus en Occident comme en Orient le symbole de la résistance à cet ordre mondial qui opprime tant de peuples et sont largement à l'origine du courant de révolte dans les populations du monde arabe. L'Intifada nous interpelle, les drapeaux et badges palestiniens fleurissent dans toutes les manifestations contre la mondialisation et contre la guerre faite à l'Irak. Nous devons soutenir cette résistance dans toutes ses composantes, car c'est la lutte de libération d'une terre confisquée, d'une histoire volée, d'un peuple révolté par une injustice imposée. Leur cause est juste, les moyens qu'ils emploient sont les leurs. Même s'ils nous interpellent par leur violence, ils ne sont pas plus violents que la colonisation des terres, la destruction des maisons, le massacre des enfants et des populations, la construction du mur de la honte, l'apartheid sous toutes ses formes et nous ne pouvons les condamner.

Nous n'avions pas soutenu les accords d'Oslo

Les Accords d'Oslo, signés le 13 septembre 1993, étaient des accords iniques et absurdes qui ont surtout profité aux Israéliens, toutes tendances confondues. Ils ont réussi à diviser pour un laps de temps, les différentes tendances de la lutte du peuple palestinien, divisions qu'il avait toujours su éviter tout au long de son dur combat pour la décolonisation de sa terre.

Ces accords ont également réussi à diviser le mouvement de solidarité international.

Tous ceux qui dénonçaient les accords, ou étaient dubitatifs, étaient taxés d'extrémistes, d'intégristes, de sous-marins des islamistes, voire de terroristes et exclus de tout débat.

Il fallait absolument soutenir les accords d'Oslo, la paix ne pouvait passer que par eux et ceux qui en doutaient étaient accusés de "trahir" la cause palestinienne. Or, le but immédiat des accords d'Oslo était de liquider l'Intifada, véritable révolte populaire qui durait depuis six ans et jetait les bases, en Palestine, d'une véritable démocratie passant par l'organisation autonome et directe des différentes formes de résistance.

Dans leur forme et dans leur contenu, les accords d'Oslo bradaient les bases mêmes du mouvement national palestinien, déclarées "caduques" par Arafat.

Aux six années de lutte et d'espoir de l'Intifada ont succédé sept années noires, qui ont vu l'aggravation de la situation des Palestiniens dans tous les domaines, surtout économiques et sociaux, au bénéfice exclusif des Israéliens, qui continuaient au vu et au su de l'ensemble de la Communauté internationale à étendre leurs colonies de peuplement, tout en continuant à détruire les maisons des autochtones.

La nouvelle Intifada, celle d'Al Aqsa

Depuis le 28 septembre 2000, le peuple palestinien a repris l'initiative. Cette nouvelle Intifada revêt plusieurs formes, de la résistance civile à la lutte armée. Ce sont les accords d'Oslo et leur suite qui, désormais, sont "caducs". Le peuple palestinien retrouve son unité dans et par la résistance. Mais il n'en est pas de même du mouvement de solidarité international qui cherche toujours à sauver ces accords, tout en sachant qu'ils spolient les Palestiniens de 78% de leur terre.
En France, il règne un consensus au sein de la gauche, qui était plurielle et qui vient de retrouver les marasmes d'une tiède opposition de principe, englobant aussi une grande partie de l'extrême-gauche et des mouvements associatifs□condamnation de la résistance palestinienne, mettant sur le même plan la violence des oppresseurs et celle des opprimés, lançant des appels bêlants pour la paix et pour la "protection internationale", sans condamner le colonialisme, tout le colonialisme.
Les présupposés de ce consensus sont avant tout une acceptation de l'état de fait sioniste au nom du "réalisme" et aussi une haine profonde de l'Islam et des Musulmans, drapée dans les atours d'une laïcité qu'ils défendent toujours quand ça les arrange.
Toujours au nom du "réalisme", on met un signe égal entre Palestine et territoires occupés en 1967 et on continue à s'accrocher à la fiction d'un Etat-croupion palestinien "gouvernant" un territoire minuscule et morcelé, truffé de colonies juives et de routes de contournement sous protection militaire, coexistant avec un Etat sioniste souverain, sous perfusion américaine et surarmé, y compris avec des armes de destruction de masse (atomiques, chimiques et biologiques de celles dont on recherche vainement les traces en Irak).
Accepter et promouvoir cette fiction est une insulte au peuple palestinien, à l'histoire et à la justice.
Nous considérons, comme tous les réfugiés palestiniens, que le véritable réalisme consiste à envisager un retour de tous les Palestiniens sur leur terre. Et la condition *sine qua non* de ce retour, c'est la disparition de l'Etat sioniste et la naissance d'un Etat de Palestine sur la terre historique de la Palestine, dont tous ceux qui le veulent bien (y compris les Israéliens et évidemment tous les Palestiniens) seraient citoyens à part entière.
C'est cette perspective, pourtant parfaitement légitime, qui semble déclencher le plus d'angoisses chez les partisans de la thèse des deux peuples.
Mais pourquoi ce qui était vrai pour l'Algérie ou l'Afrique du sud ne le serait pas pour la Palestine□? Réponse: parce qu'il s'agit des juifs. Touche pas à Israël pour cause de *Shoah*□! Les bourreaux du peuple palestinien sont tout simplement sanctifiés pour toujours. Nous ne pouvons tout simplement accepter que **l'Holocauste serve de rente de situation** à un Etat colonial, raciste et illégitime.
La réalité d'aujourd'hui, c'est que le seul pays où des juifs vivent dans l'insécurité, c'est Israël□! Et, il en sera ainsi tant que les Palestiniens n'auront pas recouvré leurs droits, tous leurs droits.
Le chantage à la mauvaise conscience de l'Occident est, avec Tsahal, la grande arme des sionistes. Ce chantage, qui s'exerce sur toutes les forces politiques et tous les médias, est particulièrement réussi.
Le peuple palestinien est, à son corps défendant, investi d'une tâche titanesque: Il a à se battre non seulement contre une armée d'occupation particulièrement féroce mais aussi contre le mur de béton dressé par le chantage sioniste contre toute forme de solidarité avec lui.
Toutes les péripéties liées aux tentatives d'exprimer la solidarité avec le peuple palestinien, depuis les accords d'Oslo, montrent que la gauche ex-institutionnelle et l'extrême-gauche françaises ont capitulé face à ce mur.

Ceux qui n'ont pas capitulé sont faibles, souvent isolés et désorganisés, exposés à tous les dangers et à toutes les calomnies. Ils n'ont, pour faire face, que la force morale, l'attachement aux principes et l'espérance que la résistance palestinienne va gagner, comme ont gagné d'autres mouvements de décolonisation tout au long de l'histoire.
Ils doivent faire preuve de courage, d'imagination, de détermination et de vigilance face à toutes les tentatives de division. Ils doivent, avant tout, être capables de s'organiser pour rassembler les milliers de gens simples qui veulent "faire quelque chose pour les Palestiniens" et qui se méfient des organisations politiques, toutes discréditées, et qui, à part se donner bonne conscience, ont toujours cherché des justifications dans leur tiède soutien, lançant le slogan : "Justice pour deux peuples" en oubliant que l'un a spolié la terre de l'autre et continue à le coloniser
La dernière manifestation du 30 novembre 2002, à l'appel de la LCR et co-signée par les organisations de la gauche plurielle, et des associations de solidarité avec la Palestine, tout en évitant de prévenir les associations musulmanes, a été un fiasco. Peu de monde, peu de mobilisation. Les Palestiniens méritent certainement mieux que cela.
Nous devons tous, dans l'urgence de la situation actuelle, à la fois les associations qui sont pour la décolonisation de toute la Palestine et ceux qui demandent un Etat palestinien à côté de l'Israël sur 22% de leur terre historique, comités de soutien, coordinations, organisations musulmanes, nous mobiliser pour exiger: l'arrêt des massacres.
Le soutien français ne peut et surtout ne doit être en retrait des autres soutiens européens.

Paris, 12 décembre 2002